

## COMMUNIQUE

# Non au licenciement d'Ibtissam Bouchaara

La direction de l'association La Sauvegarde de la Marne vient d'introduire auprès du ministère du Travail un recours contre le refus de licenciement de l'éducatrice Ibtissam Bouchaara.

Visitant le foyer Bellevue à Châlons en Champagne le 23 décembre 2016 en tant que déléguée du personnel, elle constatait des conditions d'accueil et de travail déplorables :

- défenestration du 2<sup>e</sup> étage d'un premier jeune 15 jours avant pour échapper à la PAF. Blessé.
- 4 éducateurs pour 73 jeunes
- aucune prise en charge psychologique (alors que les autres mineurs en bénéficient)
- aucun personnel du conseil départemental ou de l'association tous les soirs à partir de 18H00 et du samedi 18h00 au lundi matin (un gardien d'immeuble seulement)
- pas d'activités proposées, oisiveté pour ceux en cours de vérification de minorité, mélange des mineurs avérés et ceux en cours.
- partage du bâtiment avec des majeurs avec des difficultés (addictions, comportement) sans distinction d'ailes dans le bâtiment.
- bureau et pièce à vivre dans une cave.

Elle en fait part aux élus du personnel qui décidaient de provoquer un CHSCT extraordinaire le 9 janvier 2017. Ce même 9 janvier, on apprenait par voie de presse la mort de Denko SISSOKO, MIE malien, résident de ce foyer, qui s'était défenestré.

Ibtissam saisissait le Défenseur des droits et participait à une marche blanche en l'honneur de Denko. Elle critiquait le manque de moyens humains alloué à ce service et des mises en danger possibles.

Sa direction l'a alors mise à pied et a demandé son licenciement pour dénigrement de l'entreprise et critique du Conseil départemental.

Le Défenseur des droits a considéré que les faits étaient suffisamment préoccupants pour mener une enquête. L'inspection du travail a refusé le licenciement, Ibtissam était réintégrée au bout de 2 mois.

Mais la direction s'entête : elle vient d'introduire un recours devant le ministère du travail.

Inquiètes des mauvaises conditions d'accueil réservées aux migrants, aux mineurs isolés en particulier, soucieuses aussi des conditions de travail des personnels chargés de les suivre et préoccupées enfin de l'atteinte à la liberté des représentants du personnel que cette sanction contre une déléguée du personnel signifierait, les organisations signataires demandent à la ministre du travail de refuser d'autoriser ce licenciement injustifié.

Premiers signataires :

CPMJIE, Cimade Ile-de-France, DAL, FASTI, Fédération SUD-Education, GISTI, LDH, RESF, SAF, Solidaires

3 juillet 2017

Articles de presse

<http://lautrequotidien.fr/aujourd'hui/2017/6/27/lducatrice-qui-avait-dnonc-les-conditions-daccueil-des-mineurs-trangers-dans-la-marne-nouveau-menace-de-licenciement>

<http://ilsappelaiddenkossoko.hautetfort.com/archive/2017/01/27/appel-a-soutien-a-ibtissam-lundi-30-01-34-grande-rue-bezanne-5904119.html#more>

<http://ilsappelaiddenkossoko.hautetfort.com/>

<https://blogs.mediapart.fr/eugenio-populin/blog/270117/appel-soutien-pour-ibtissam-qui-risque-un-licenciement-suite-au-deces-denko-sissoko>

<http://dormirajamais.org/ibtissam/>